



# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

**UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES**

ISSN 0241 0494

LE 14 JANVIER 2004

N° 306 PRIX 0,60 euros (4 F)

COTE D'IVOIRE

**LA NOUVELLE COHABITATION**

**SERA-T-ELLE PLUS DURABLE**

**QUE LA PRECEDENTE ?**

**SOMMAIRE AU VERSO**

## S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2  
Editorial

page 4  
Côte d'Ivoire: Des  
chiens obéissant à  
leurs maîtres

Page 5  
Tchad: Des opposants  
pressés d'aller à la  
mangeoire

- Sarkozy en Chine  
après l'Afrique de  
l'Ouest

Page 7  
Il y a dix ans le  
franc CFA était  
dévalué de 50 %

Page 8  
Bicentenaire de Haïti  
Premier Etat noir  
indépendant

OBONNEMENT  
FRANCE:

1 an : 14 euros  
Le paiement se fait  
uniquement en liquide  
ou en timbres-poste  
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais  
uniquement en  
coupons-réponses  
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**LA NOUVELLE COHABITATION SERA-T-ELLE  
PLUS DURABLE QUE LA PRECEDENTE ?**

Les ministres des Forces Nouvelles ont décidé de réintégrer le gouvernement. Guillaume Soro, le secrétaire général des FN (ex-rébellion) qui n'était pas personnellement présent lors des récents conseils ministériels a annoncé sa participation pour la prochaine réunion après avoir été reçu par Gbagbo et Diarra.

Le gouvernement sera donc à nouveau au complet. Il va, dit-on, enfin pouvoir plancher sur de nouveaux projets de lois pour résoudre la crise. Le porte parole du gouvernement a rappelé que "un des objectifs majeurs ... est de parvenir à l'identification des personnes, nationaux et étrangers vivant en Côte d'Ivoire et de maîtriser les flux migratoires". Pendant que les partis politiques associés aux accords de Marcoussis vont s'atteler à cette tâche, les états-majors des deux camps se préparent au DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion).

17 points de regroupement visant à recenser et faire déposer les armes à ceux qui en ont pris depuis le 19 septembre 2002, date de la tentative de coup d'Etat, sont prévus d'un commun accord entre les deux camps. Considérées comme des troupes régulières, les Fanci ne sont pas concernées par le désarmement.

Les deux camps déclarent s'être entendus pour organiser un référendum sur la modification concernant les clauses d'éligibilité à la présidence de la République. C'est au nom des lois électorales sur mesure que Bédié, Guéi et Gbagbo avaient dans le passé écarté Ouattara de la course à la présidentielle.

Mais le désarmement militaire, la restructuration de la police nationale, de la gendarmerie, l'organisation de l'élection présidentielle en 2005, sont des périodes incertaines où les tensions et les troubles peuvent

à tout moment dégénérer. Pour maintenir le calme, l'ONU prévoit de porter ses effectifs à 6 200 personnes. A cela s'ajoutent les 4000 militaires français de la force de la Licorne et les 1 400 soldats de la force Ouest-Africaine présents sur le territoire ivoirien. Un tel déploiement de force serait donc une condition à remplir pour arriver enfin à la paix et à la réunification du pays. Koffi Annan a déclaré que cette force ne suffirait pas si les acteurs ivoiriens ne faisaient pas preuve de bonne volonté.

En effet, qu'est-ce qui garantit qu'à l'avenir les

dirigeants des grands partis politiques ne feront pas à nouveau usage de l' "Ivoirité" et de l'ethnisme pour se hisser au pouvoir une nouvelle fois? Tous ces leaders démagogues à la tête de leur clan criminel qui ont déversé le poison de la xénophobie sont toujours libres et en bonne place pour se lancer à nouveau dans la compétition. Les mêmes causes peuvent à nouveau produire les mêmes effets et la population pauvre sera la principale victime. La crise en Côte d'Ivoire n'est pas résolue. La paix qu'ils prétendent maintenant instaurer après avoir eux-mêmes brûlé le pays ne peut être que fragile et dérisoire.

### COTE D'IVOIRE

## **UN EXEMPLE DE CES "INTELLECTUELS" QUI ECRIVENT AU GRE DE LEURS INTERETS DU MOMENT**

Le 30 décembre dernier, une cérémonie de remise de prix a eu lieu pour "encourager" les gens de la presse à écrire dans le sens de la "réconciliation nationale".

Eh oui, il y a des journalistes qui sont en retard d'un temps par rapport à leurs commanditaires politiques. Ils n'ont pas bien compris que les Gbagbo ont pour l'instant arrêté avec leurs discours haineux, xénophobes et guerriers, pour adopter des discours de "paix" et de "réconciliation". Alors, pour inciter ces journalistes à écrire dans son sens, Gbagbo a créé une sorte de concours pour récompenser les journalistes les plus talentueux dans le changement à 180° de leurs écrits.

S'agissant de la presse écrite, le prix a été remporté par Venance Konan pour son éditorial "Où sommes-nous". Cet article s'opposait aux va-t'en-guerre.

Mais ceux qui connaissent ce "pacifiste" de fraîche date, savent qu'il fut sous Bédié un grand défenseur de "l'ivoirité". Il ne manquait jamais une occasion d'attiser le feu contre les Nordistes et les "Etrangers". Il crachait des propos haineux et xénophobes sur ADO et tous ceux qui avaient le malheur de le soutenir.

Dans une certaine mesure, Venance Konan a donc participé à créer cette situation qui a abouti à la guerre. Les propos haineux de sa plume et de ses collègues journalistes se sont traduits chez d'autres par la prise de machettes, par des conflits ethniques, par des morts.

C'est dire combien tous ces journalistes sont des gens bien pourris. Ils écrivent ce qui rapporte de l'argent, quitte à ce que d'autres en paient le prix, souvent de leur vie.

COTE D'IVOIRE**GOUDE ET DIBOPIEU, DES CHIENS  
QUI SAVENT OBEIR A LEURS MAITRES**

On se souvient qu'au plus dur de la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire, ces deux-là étaient parmi ceux qui criaient le plus fort qu'il fallait s'en prendre aux "étrangers" (les pauvres Burkinabé et Maliens, pas les riches Français et Libanais). Sur leur initiative, des ressortissants du Burkina et du Mali, ont été dépouillés, lynchés et tués. En ce temps, tous ceux-là assumaient leur

xénophobie.

Aujourd'hui, en ce début de 2004, la tendance est plutôt à la "paix" et à la modération. Ayant reçu les ordres de leurs maîtres, ils ont changé de langage. Blé Goudé et Dibopieu, se sont, du coup, mués en "panafricanistes" clamant "l'unité de l'Afrique" et même "l'anti-impérialisme". C'est dire que ces gens-là peuvent passer de l'un à l'autre, sans problème.

**SUD BANDAMA  
UNE RÉGION SINISTRÉE**

Le Sud Bandama, dont le chef lieu est Divo, est l'un des greniers à cacao de la Côte d'Ivoire. Malgré cela, cette région demeure complètement en marge de tous les progrès. Les villages restent enclavés soit par absence de voies praticables soit à cause des intempéries.

Dans cette région on en est encore à évacuer les malades et les femmes enceintes en brouette, à dos d'homme, à vélo ou à moto. Parfois sur plusieurs kilomètres et avec tous les risques que cela comporte. Les centres de santé rurale eux aussi enclavés manquent d'infirmiers (ne parlons même pas de médecin) ainsi que de matériels et de médicaments. Cette situation déplorable est rapportée par Fraternité Matin des 19 et 24 décembre 2003.

Ce qu'on pourrait ajouter pour

compléter cette description s'applique à toutes les régions de l'intérieur du pays et même aux quartiers périphériques des grandes villes. A cela, on doit ajouter le manque d'eau potable, l'impossibilité d'accéder à l'électricité et l'insuffisance des salles de classe.

Si les gouvernants se soucient un jour de cette région, ce ne sera pas pour faciliter la vie des populations qui y vivent. Ce sera dans l'objectif de permettre l'évacuation des matières premières dont cette région est grande productrice.

Dans cette société ce qui prime, ce n'est pas l'être humain, mais ce qu'il peut rapporter comme profits aux riches. Tant que les conditions moyenâgeuses dans lesquelles vivent les habitants du Sud Bandama n'empêchent pas la production de cacao, cela n'inquiétera pas les dirigeants de ce pays.

T C H A D

## DES MEMBRES D'UNE TENDANCE DE L'OPPOSITION ARMÉE PRESSÉS D'ALLER A LA MANGEOIRE

Des membres d'une tendance du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT) pressés d'aller à la mangeoire gouvernementale ont signé, mi-décembre à Ouagadougou, un accord avec le gouvernement tchadien. Cet accord prévoit notamment un "cessez-le-feu immédiat", la libération des prisonniers des deux camps et l'intégration des combattants dans l'armée.

Une fois signé, cet accord est aussitôt dénoncé par l'autre tendance qui affirme que "le cessez-le-feu signé par Adoum Togoïmi n'engage que sa personne" et rappelle que Togoïmi et "ses acolytes ont été exclus du mouvement du vivant du fondateur" Youssouf Togoïmi.

En effet, après le décès de ce dernier en septembre 2002, le MDJT s'est scindé en deux fractions. L'une dite "modérée" est dirigée par Togoïmi, un ancien ministre de Idriss Déby; il l'a quitté pour regagner le maquis. La plupart des dirigeants vivent depuis près de cinq ans en exil, principalement à Ouagadougou. L'autre fraction dite "dure" est disséminée dans la

montagne du Tibesti, au nord du pays.

La revendication principale du mouvement dans son ensemble, du vivant de Youssouf était "le départ par tous les moyens" de Déby de la Présidence. Mais certains membres, fatigués d'attendre ce départ, et pressés de goûter ou regoûter aux délices de la mangeoire gouvernementale, ont choisi de monnayer leur retour au bercail.

Mais les dirigeants de la tendance dite dure ne demandent pas mieux. Si Idriss Déby leur tend la perche en faisant miroiter des postes alléchants dans son gouvernement, ils n'hésiteraient peut-être pas à quitter les cailloux du Tibesti où les conditions de vie sont dures.

Seulement voilà : par expérience, on sait que Déby, en général, ne respecte pas ses engagements en la matière. Une fois les rebelles rentrés, il ferait tout pour saboter cet accord, il saurait ensuite trouver des prétextes (tentative de coup d'Etat par exemple) pour arrêter ou éliminer physiquement les dirigeants de ce mouvement.

## SARKOSY EN CHINE APRES L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le ministre de l'intérieur français, Nicolas Sarkozy a effectué un voyage de quelques jours en Chine le 7 janvier dernier. Il est allé conclure des accords avec les autorités chinoises sur l'immigration clandestine. Le but de son voyage c'est d'obtenir la complicité du gouvernement chinois

dans sa politique sur l'immigration. Sarkozy veut avoir les mains libres pour expulser les sans-papiers sans avoir les reproches des autorités chinoises, et en plus obtenir leur collaboration pour limiter et contrôler les voyages touristiques vers la France. D'ailleurs un accord de coopération entre les polices

française et chinoise a été signé.

En effet l'immigration chinoise récente est très importante par



Des Chinois sans-papiers à Paris, en septembre 2002

rapport à l'immigration africaine ou maghrébine. La presse française a fait sa propagande ignoble en faisant semblant de découvrir et mettre en alerte l'opinion publique que la majorité des clandestins sont d'origine chinoise. Selon les chiffres officiels sur environ 100.000 sans-papiers, 50.000 sont des chinois. Cette immigration installée légalement en France serait de l'ordre de 500.000.

Cette politique de Sarkozy d'obtenir la complicité des gouvernements des pays dont l'immigration est issue n'est pas nouvelle. Aux mois de novembre et décembre dernier Sarkozy et Chirac

aussi de son côté, ont fait des tournées en Afrique occidentale, au Mali et au Sénégal. La France a conclu des accords avec ces pays pour avoir la facilité d'expulser des sans-papiers. Et à chaque fois Sarkozy, pour faire passer sa pilule, promet que les consulats français dans ces pays délivreront plus facilement des visas si les autorités de ces pays collaborent dans la répression de l'immigration clandestine. Cela veut dire plus de contrôle au départ des pays d'Afrique et d'Asie, et en plus à l'arrivée dans les aéroports de Roissy et Orly.

Tous ces voyages de Sarkozy et Chirac pour prendre des mesures répressives vis-à-vis des immigrés sont destinés à plaire à l'électorat réactionnaire, les partisans de Le Pen. Et cela dans une période où prochainement il y aura des élections régionales et européennes. Mais quelles que soient les mesures prises les travailleurs pauvres des pays pauvres feront tout pour aller vers les pays riches car la misère est trop grande dans le tiers-monde. Et la politique des grandes puissances ne fait qu'empirer la situation.

Pour résoudre le problème de l'immigration et par là les problèmes des peuples des pays pauvres, il n'y a pas de solution miracle. C'est le système capitaliste qui est responsable. C'est ce système-là qu'il faut abattre un jour.

## IL Y A DIX ANS LE FRANC CFA ETAIT DEVALUE DE 50 %

Le 11 janvier 1994, le gouvernement français avec Balladur comme Premier ministre et Mitterrand président, décidait de dévaluer le CFA de 50%. 14 pays africains membres de la "zone franc" étaient concernés par cette mesure tandis que le franc comorien lié au CFA



chutait de 33 %. L'objectif affiché de cette grosse dévaluation était de "rétablir la compétitivité de l'économie de la zone" voire de "permettre de lutter contre la pauvreté". Mais ces conséquences ne firent qu'aggraver encore plus la misère de l'écrasante majorité de la population. Du jour au lendemain le prix de tous les produits importés avaient doublé, mécaniquement. Et comme la plupart des produits proviennent de l'importation, tout devenait cher. Même les produits locaux avaient augmenté du fait de la cherté des transports.

Des mesures dites "d'accompagnement" prévues pour soi-disant contrebalancer les effets néfastes de cette dévaluation étaient totalement dérisoires. Les maigres augmentations des salaires

dans la fonction publique étaient infimes par rapport aux 50% de la dévaluation. Quant aux salaires des secteurs privés, ils sont restés presque identiques. Selon les chiffres officiels cette dévaluation s'est traduite par une diminution d'environ 40 % du pouvoir d'achat de la population de ces 14 pays. Ainsi pour des millions de personnes qui avaient déjà du mal à trouver de quoi manger, cette dévaluation signifiait encore plus de sacrifices, encore plus de souffrances, de malnutrition, de maladies, etc.

Même pour les cultivateurs dont la vie ne dépendait pas des revenus salariaux mais de la vente de leur produit, la situation s'était largement aggravée. Avec la même quantité de produit vendu ils ne pouvaient acheter que l'équivalent de la moitié de ce qu'ils pouvaient acheter auparavant.

Cette aggravation brutale des conditions d'existence de millions de personnes s'est ajoutée aux conséquences de la longue crise économique qui les frappait déjà depuis plusieurs années. Entre 1985 et 1993 les cours du cacao et du café avaient baissé de 50%, celui du coton de près de 25%. Par l'intermédiaire du FMI, les dirigeants impérialistes imposaient aux pays pauvres des mesures dites "d'ajustements structurels" qui consistaient à supprimer des emplois dans la fonction publique, à privatiser des pans entiers des secteurs jusque là dans les mains de l'Etat, à diminuer encore plus les budgets dans les secteurs utiles à la population tels que l'éducation, les hôpitaux, la voirie, etc... La dévaluation de 1994 n'a fait qu'amplifier encore plus la pauvreté. Selon les chiffres publiés dans la presse plus de 45% des habitants de la zone franc vivent

aujourd'hui avec moins d'un dollar par jour. Pour certains pays ce taux est encore plus élevé : le Mali (75%), la Centrafrique (71,8%), le Tchad (63,7%), le Niger (62,1%), le Burkina Faso (59,9%), le Togo (58%)...

Mais si cette dévaluation s'est traduite par autant de misère d'un côté, cela a été une aubaine pour les grands capitalistes investissant dans la zone franc, notamment les capitalistes français. Cela a permis de diviser les salaires par deux. C'est cela qu'ils appellent "augmenter la compétitivité" de l'économie de la zone franc : des salaires à la baisse pour les travailleurs et des profits en hausse pour les capitalistes.

Aujourd'hui de nouveau, le bruit court que le franc CFA serait "surévalué" notamment du fait que le

dollar est en baisse par rapport à l'euro (auquel est fixé le CFA). Certains se posent alors la question d'une nouvelle dévaluation du CFA. Ce qui est sûr c'est que quelles que soient les décisions des dirigeants de l'impérialisme français ou des dirigeants européens elles n'iront jamais dans le sens des intérêts des populations. Ce qui intéresse ces gens-là c'est comment aider leurs propres capitalistes à amasser le maximum de profit.

La seule manière pour les travailleurs de ne pas subir éternellement les aléas de cette économie capitaliste néfaste pour l'ensemble de l'humanité, c'est de s'organiser pour renverser le règne du capitalisme et de bâtir une autre société basée non plus sur la recherche du profit individuel mais sur la satisfaction des besoins de la majorité.

## BICENTENAIRE DE HAÏTI

### PREMIER ETAT NOIR INDÉPENDANT

Au lendemain de la Révolution Française des révoltes d'esclaves éclatent dans les colonies des Antilles pour obtenir la liberté. Ce fut le cas en Guadeloupe et en Martinique mais aussi dans la partie française de l'île d'Hispanola, la future Haïti. Cette région produisait les 3/4 du sucre du monde, ainsi que du coton, du café, de l'indigo et d'autres denrées tropicales. Son commerce représentait sous Louis XIV le 1/3 du commerce extérieur français.

Cette prospérité reposait sur le travail des esclaves noirs importés du continent africain. Ils étaient 455.000 en 1791 sur une population de 510.000 habitants. Pour échapper aux violences qu'ils subissaient, les esclaves pratiquaient le "marronage", la fuite dans les montagnes (les

mornes). Des révoltes d'esclaves secouaient périodiquement les plantations. A l'époque de la Révolution Française, les puissances européennes, Angleterre, Espagne et France se menaient des guerres pour la possession des colonies. L'Espagne possédait une partie de l'île et s'appuyait sur les esclaves et les chefs pour affaiblir la puissance française. Le 4 février 1794, la Convention en France avait promulgué un décret abolissant l'esclavage dans ses colonies. Cette même année les Noirs se sont soulevés et ont battu les Anglais présents eux-aussi dans l'île ainsi que les colons hostiles à l'abolition. Ils s'appuyaient sur Toussaint Louverture, un chef militaire Noir, ancien esclave affranchi. Les Anglais furent expulsés et en mai 1798, Toussaint fit une entrée triomphale à Port au

Prince. Mais pendant ce temps en France le régime qui avait reconnu aux esclaves la liberté conquise était tombé avec la chute de



Combat entre les troupes françaises et les esclaves insurgés

Robespierre en 1794. Toussaint a dû prendre des distances vis-à-vis des représentants sur l'île du pouvoir français. Napoléon Bonaparte cherchait à rétablir l'esclavage dans les îles des Caraïbes. Il réussit à l'instaurer à nouveau en Guadeloupe et en Martinique en 1802. Mais à Saint Domingue, Toussaint et ses lieutenants Dessalines et Christophe, bénéficiant de la détermination et du soutien des esclaves réussissaient à tenir tête aux 22.000 hommes de la flotte française. Les troupes napoléoniennes victimes de la fièvre jaune et du manque de ravitaillement perdaient leur morale face aux soldats Noirs qui chantaient comme eux-mêmes les chants de la Révolution de 1789. Finalement Toussaint a fini par être capturé et envoyé en France où il fut incarcéré

au Fort de Joux dans le Jura. Il mourut le 7 avril 1803.

Les révoltés de Saint Domingue ont continué le combat. Ils ont réussi à vaincre les forces napoléoniennes sous la direction de Dessalines. L'indépendance fut proclamée le 1er janvier 1804 et la nouvelle république prit le nom de Haïti. Les nouveaux dirigeants haïtiens n'ont pas tardé à s'octroyer des privilèges et des biens laissés disponibles à cause de l'éviction des esclavagistes blancs.

Devenu le 1er Etat noir indépendant de l'histoire Haïti anticipera avec plus d'un siècle d'avance sur ce qu'allait être le destin de tant de pays colonisés d'Afrique, d'Amérique et d'Asie. Ce pays a subi avant bien d'autres le blocus, les pressions militaires et économiques, l'étranglement financier et l'endettement. Sa population pauvre a fait l'expérience, bien avant d'autres pays colonisés que l'indépendance nationale ne suffit pas pour se préserver de la pression et du pillage impérialiste. A cause de cela et aussi à cause de la ponction prélevée par ses propres classes dominantes, ce pays est complètement ruiné et transformé en une sorte de camps de concentration pour l'immense majorité pauvre.

Seule une nouvelle révolution, cette fois des esclaves des temps modernes, des prolétaires, peut si elle ne s'arrête pas aux limites des Caraïbes, mettre définitivement fin à l'exploitation de l'homme par l'homme et offrir à tous les peuples de cette région et même au delà, un avenir digne de ce nom.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.